

Mesdames, Messieurs, Chers Amis, Chers Camarades,

Je voudrais tout d'abord vous remercier d'avoir répondu si nombreux et participé aussi activement, remercier l'ensemble des intervenants pour leurs exposés, c'est avec plaisir que nous relirons vos interventions, et féliciter l'Institut d'Histoire Sociale d'avoir organisé cette rencontre de haute qualité. Nous marquons un peu avant l'heure, ensemble, de bonne manière, l'anniversaire de l'Institut.

L'extrême droite française, actuellement représentée par le Front national et en quelque sorte incarnée par Marine Le Pen, constitue une mouvance politique délétère pour le monde du travail, et je reviendrais brièvement sur la démonstration que nous en avons faite. L'histoire comme science sociale est une dimension fondamentale de la culture et je redis que la critique historique est une ressource précieuse pour notre combat actuel. Cela est vrai aussi pour le sujet qui nous intéresse aujourd'hui.

Il est légitime de se demander pourquoi la CGT estime nécessaire de faire ainsi le procès d'un courant d'opinion important susceptible de recueillir de nombreux suffrages.

Une remarque au passage s'agissant du supposé vote ouvrier estimé dans les enquêtes d'opinion et les commentaires qui les entourent. Depuis plusieurs semaines, s'installe l'affirmation d'ouvriers globalement acquis au vote FN. Ce n'est pas le cas. Les enquêtes d'opinion à ce stade disent surtout que, pour l'instant, la moitié des ouvriers n'est pas décidée à voter, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Cette bataille idéologique s'illustre par cette affirmation ressassée selon laquelle le FN fédèrera naturellement, mécaniquement, le vote des mécontents ou oubliés.

Dans une déclaration de juillet 2001, réaffirmée par tous ses congrès, la CGT a clairement balisé ce que devait être son rapport à la politique et aux partis qui l'animent. Nous y indiquons que « *Notre conviction de la nécessité d'une démarche indépendante vis-à-vis du patronat, des gouvernements, des institutions européennes et internationales, des partis, ne signifie pas pour autant notre indifférence au contexte politique. Il signifie encore moins notre désintérêt à l'égard de l'intervention des partis dans le débat démocratique, sur la forme et sur le fond* ». Nous y précisons que « *nous avons conscience que ce qui est communément appelé « la crise du politique » ne peut pas être sans conséquences sur la réflexion et l'action syndicales* », et que par conséquent, « *constater une*

*certaine prise de distance entre les citoyens et la représentation politique ne veut pas dire s'en satisfaire, et encore moins prétendre combler un vide en sortant de notre rôle ».*

Tous les ingrédients sont là pour justifier que le Front national fasse de notre part l'objet d'une analyse critique rigoureuse et d'une contre-offensive vigoureuse. Ce parti puise son influence dans la persistance de la « crise du politique » et l'accentuation de cette distance entre les citoyens et la représentation politique. Simultanément, en focalisant son programme sur de fausses explications de la crise, en agressant les syndicats qui défendent les revendications des salariés et des retraités (nous l'avons vécu entre autres en 2010 lorsque nous avons été qualifiés d'« émeutiers » lors des manifestations et grèves contre la réforme des retraites de Nicolas Sarkozy), le FN exonère les vrais responsables et éloigne celles et ceux qu'il séduit des solutions réelles.

Toutes les occasions doivent être saisies pour réaffirmer qu'il n'y a aucune place, ni dans notre point de vue, ni dans notre pratique, pour le racisme, la xénophobie, l'autoritarisme, la morgue ou l'étroitesse chauvine. Mais l'histoire nous montre aussi qu'au-delà de ces traits hideux de l'extrême droite, sa force d'attraction tient surtout à sa capacité à s'emparer des problèmes sociaux pour les instrumentaliser et les mettre au service de sa stratégie.

A chaque fois, l'extrême droite a surfé sur les peurs de couches sociales malmenées par les mutations sociales qu'imposaient les marchés et la concurrence. D'abord, les paysans avec Dorgères et ses « chemises vertes », les couches moyennes et les Croix de Feu dans la crise de 1929, les artisans et commerçants avec Poujade (et Jean Marie Le Pen qui, déjà, avait à l'époque été élu à l'Assemblée Nationale sous cette étiquette).

C'est bien l'absence de perspectives concrètes pour d'importantes couches de la population qui est à l'origine de cette instrumentalisation et non une conversion à priori pour l'idéologie fascisante, ce qui n'exclut pas qu'il y ait bel et bien des adeptes des thèses fascisantes au FN. L'extrême droite est parvenue ces dernières années à leurrer une partie de l'opinion avec un discours politique prenant notamment comme cible la mondialisation, l'immigration et l'insécurité. Nous devons en avoir conscience et militer en conséquence. Les effets délétères des campagnes de Sarkozy sur l'immigration, la sécurité, le droit d'asile et l'identité nationale ont renforcé les peurs collectives. Nous en mesurons aujourd'hui les dégâts. Le discours du FN est une imposture et donc un déni de démocratie mais il serait cependant illusoire de penser venir à bout du problème par des postures simplement moralisantes.

Comme l'a récemment analysé la CGT, la banalisation du Front national dans le paysage politique français et de ses émules au plan européen, est *« portée par la conjonction d'enjeux lourds pour penser le présent et l'avenir, tels que l'absence d'alternatives et de réponses à la crise systémique et la globalisation économique qui isolent et enferment l'Europe ; l'impuissance à faire une place à la jeunesse dans un contexte de vieillissement démographique ; la crise du travail, des finances publiques qui privent les Etats des moyens pour assurer la justice sociale,*

*garantir l'égalité entre les individus par une Sécurité Sociale, des Services Publics, l'égal accès des droits de tous pour tous ».*

Une part importante de la population salariée ou retraitée peine à maintenir la tête hors de l'eau ou a déjà perdu pied. Pour beaucoup d'autres, la peur du déclassement, du chômage et de la précarité, en même temps qu'elle représente le frein principal à l'investissement dans le changement de leur vie professionnelle, est devenu l'aliment permanent du potentiel de séduction de l'idéologie frontiste. Le vote FN est sans doute d'abord de la colère qui n'a pas trouvé à s'exprimer positivement. C'est le détournement d'une aspiration à voir la politique reprendre les commandes. Voilà pourquoi celle-ci constitue une menace directe contre l'efficacité de notre combat pour l'unité et la solidarité entre tous les salariés.

Le sentiment s'installe chez beaucoup de salariés qu'ils n'auraient plus d'avenir. Ceux qui sont particulièrement visés sont les plus jeunes, sortis du système scolaire sans diplômes et sans qualifications, les ouvriers, ceux qui vivent les situations les plus difficiles, les plus instables, les moins considérées socialement, nourrissant la désespérance, terreau favorable aux manipulations populistes.

Si le travail demeure bien la valeur de référence des couches populaires, le rapport du salarié au travail s'est lui profondément dégradé. Le statut social qu'il procurait s'est effondré.

Pour preuve, les travailleurs sont ramenés à la notion terrible de « ressources humaines », voire pire de « capital humain ». Pensons aux millions de personnes qui ne peuvent accéder au travail. Pensons ensuite aux millions d'autres qui souffrent dans l'exercice quotidien de leur activité pour un salaire qui permet tout juste de survivre.

Il y a bien sûr des millions de salariés qui sont heureux de travailler mais qui se heurtent malgré tout chaque jour aux contraintes que fait peser la logique de la rentabilité, accrue par la financiarisation. Les notions de « sureffectifs » puis celle des fameux « licenciements boursiers » qui se sont imposées témoignent d'une approche du travail réduite à une variable d'ajustement.

Le statut du travail est aujourd'hui fort mal en point. C'est même une dimension majeure de la crise. Depuis au moins 25 ans, pour augmenter la rentabilité d'un capital en suraccumulation, les entreprises ont mis une pression sans précédent sur les besoins sociaux et les conditions de travail, elles ont dévalorisé les qualifications, développé la précarité.

La Sécurité sociale professionnelle est la base concrète sur laquelle le salarié pourra s'appuyer pour garantir sa place dans la production, dans la répartition des richesses et dans la société elle-même.

Nous avons besoin d'une convergence de réformes et d'actions qui donneront consistance à une nouvelle logique économique. Il s'agit de redonner sens au travail et à la production de richesses.

La réponse à la crise du système capitaliste n'est pas l'émergence d'un pouvoir autoritaire avec une cheftaine à sa tête. Comme nous l'enseigne l'histoire, c'est

illusoire et dangereux. L'alternative est l'ouverture d'un nouveau chantier démocratique qui permettra de reconstituer les solidarités en faisant reculer les contraintes imposées par les institutions financières aux citoyens et aux salariés.

La question de la démocratie dans la société et l'économie se pose d'une manière très différente d'il y a 40 ans. Mesurons les changements majeurs qui ont affecté la société : le retrait des politiques publiques au profit des logiques de la concurrence ; le poids devenu exorbitant des actionnaires qui a rompu l'équilibre antérieur entre salariés et gestionnaires ; l'évolution des structures de production qui ont intégré la firme classique dans des réseaux et un espace international non régulé. La recherche de la rentabilité s'est imposée comme logique quasi exclusive dans un champ économique élargi soumis à une concurrence sans garde-fous.

Comme nous l'avons entendu cet après-midi, le Front national s'est donné l'objectif de capter durablement la confiance d'une partie importante des salariés les plus modestes qui sont aussi les plus exposés au durcissement de l'exploitation du travail et les plus assujettis à la précarité de l'emploi. Pour y parvenir, il n'hésite pas à maquiller ou à transfigurer certains des registres idéologiques traditionnels de l'extrême droite française. Le passage d'une forme brute et brutale de racisme à une forme plus policée de protection ethnicisée de l'identité nationale en est un des aspects, le trait le plus saisissant étant sa récupération intégriste de la laïcité en vue de diaboliser les immigrés de culture islamique.

Je saisis cette occasion pour attirer l'attention sur le caractère ambigu du concept d'identité. Ambigu parce que, s'il peut être légitimement invoqué pour exiger d'être reconnu dans son existence et ses droits, il est le plus souvent utilisé et même instrumentalisé pour construire un mur entre soi et les autres. Je citerai volontiers ici deux écrivains antillais, Glissant et Chamoiseau : « *Changer en échangeant revient à s'enrichir au haut sens du terme et non à se perdre. Il en est ainsi pour un individu comme pour une nation* » ; « *Aucune culture, aucune civilisation n'atteint à la plénitude sans relation aux autres* ».

Je raisonnerais de même en ce qui concerne l'identité de la CGT. Celle-ci ne résulte pas de l'attachement à un corpus transmis de génération à génération par un rituel d'initiation : c'est une culture vivante qui se régénère dans le terreau de la réflexion, dans le feu de l'action et dans la confrontation des points de vue et des expériences.

La CGT se réclame de l'internationalisme, de la solidarité entre travailleurs de toutes origines, d'une vision du monde structurée par le clivage de classe et non par celui des frontières nationales. Nous pouvons être fiers d'être le syndicat qui a porté à sa direction Henri Krasucki, métallo né en Pologne, déporté par les nazis et les collaborationnistes de l'extrême droite française pour actes de résistance dans son pays d'accueil. Nous pouvons être fiers d'être le syndicat qui a compté parmi ses membres Missak Manouchian, métallo arménien né en Turquie, mort avec ses camarades immigrés de l'Affiche rouge pour libérer la France de l'oppression nazie. Nous pouvons être fiers et nous revendiquons d'être un syndicat qui a toujours organisé les travailleurs migrants, qui a toujours compté dans ses rangs des salariés venus de tous les continents.

La CGT est le syndicat de tous les salariés et c'est pour cela qu'elle défend les intérêts des travailleurs sans-papiers. Le refus de régulariser les travailleurs sans-papiers, leur maintien dans une zone de non droit, est un facteur d'abaissement des salaires et garanties collectives de tous les salariés. L'existence d'un nombre important de travailleurs sans-papiers est avant tout une arme aux mains des patrons pour faire fructifier leur taux de profit. La réponse n'est pas leur expulsion mais la reconnaissance de leurs droits. Le principe de la préférence nationale, la stigmatisation systématique des immigrés sont un puissant outil de division des salariés et donc d'affaiblissement du rapport de force indispensable face au patronat, notamment dans un pays encore marqué par son histoire coloniale. Ils ont pour objet de dresser les salariés les uns contre les autres, et de réduire leurs capacités de rassemblement et d'intervention pour peser sur les choix économiques et sociaux. Ils visent à cibler une partie de la population pour détourner l'attention de la véritable question, à savoir l'inégale répartition des richesses produites par le travail.

Il n'est donc pas envisageable, qu'au nom de la liberté d'opinion dans la CGT, celle-ci puisse être représentée, à quelque niveau que ce soit, par des militants revendiquant publiquement leur adhésion au concept de « préférence nationale ».

J'en profite à ce propos pour vous informer qu'après avoir affirmé vouloir faire condamner la CGT en justice pour discrimination politique en Moselle, le FN ne cesse de faire durer la procédure, pronostiquant sans doute l'échec de sa démarche.

Si nous n'avons nulle intention de stigmatiser des salariés séduits par le discours du FN, nous avons la ferme volonté de discuter avec eux de la vraie nature de ce parti et de ses objectifs, et de les convaincre de la nocivité de ses projets. Nous ne pourrons le faire que si nous réussissons aussi le redéploiement de la CGT vers les salariés précaires et les victimes de discrimination pour combattre plus efficacement des politiques qui plombent le mouvement revendicatif et bafouent nos droits sociaux.

Nous réussirons d'autant mieux si nous progressons dans notre capacité d'organiser des luttes collectives et solidaires entre travailleurs à une échelle interprofessionnelle. C'est une réponse à l'opposé d'un syndicalisme corporatiste dans sa version frontiste.

L'éclairage historique, ou mieux encore l'élucidation historique de la continuité et du transformisme de l'extrême droite française, est bien de nature à mettre en évidence qu'ils sont ancrés profondément dans le terreau du nationalisme. Celui-ci asphyxie l'inspiration et le potentiel libérateurs d'une nation dès lors qu'il se cramponne à une vision fixiste des civilisations et des mœurs démentie par l'histoire ancienne comme par l'histoire immédiate, se refuse à reconnaître la coexistence de courants de civilisation différenciés mais aptes aux métissages. Il veut ignorer l'interpénétration des échanges et des politiques en Europe et le besoin de solidarités de luttes en Europe et à travers le monde.

L'Europe est entrée dans une profonde crise institutionnelle et politique. Il ne s'agit pas de se replier chacun chez soi comme le propose le FN mais de combattre pour que l'Europe soit un espace de progrès social pour tous.

Nous récusons le pacte de compétitivité dit « Euro+ » qui met en concurrence les travailleurs européens et a pour premier objectif de garantir les créances des banques. Ce pacte imposé aux peuples engage sur la voie de l'austérité à partir de procédures anti-démocratiques.

L'Europe ne peut être un consortium de gouvernements ignorant les exigences démocratiques. Elle doit écouter les citoyens. L'Union doit devenir un moyen pour maîtriser les flux financiers et réorienter la mondialisation. Elle doit reconnaître le principe de salaires minima, la sécurité de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail, l'existence des services publics.

Nous ne sommes pas les seuls syndicats confrontés à l'influence de l'extrême droite : Italie, Belgique, Hongrie, Pays-Bas et tant d'autres, l'expérience montre qu'il ne faut pas faire le dos rond mais affronter les situations, savoir démasquer la démagogie, voire les usurpations d'identité dans le discours.

Marine Le Pen a qualifié la « TVA sociale » de Nicolas Sarkozy de « TVA patronale », c'était le titre d'une brochure économique de la CGT en mai 2007. Il y a au FN des militants qui passent du temps à s'inspirer des messages syndicaux pour rendre l'extrême droite présentable. Pouvoir d'achat, restructurations, délocalisations, dégradation de l'emploi, retraites, services publics, tous ces problèmes perdurent. Ils exigent à tous les niveaux une vigilance de tous les instants, une défense pied à pied dans le cadre des solidarités professionnelles et territoriales, une mobilisation syndicale organisée, orientée vers des mesures immédiates s'inscrivant dans une vision d'avenir et une vision solidaire.

Le syndicalisme ne doit pas se tenir à l'écart des débats qui d'ores et déjà participent aux futures échéances électorales.

La CGT avait déjà dit lors du conflit des retraites en 2010 que l'exécutif aurait à payer le prix de son autoritarisme et du refus de prendre en compte l'avis ultra majoritaire des salariés. Les questionnements actuels sur le contenu de la prochaine présidentielle attestent que beaucoup des démarches politiques telles qu'elles sont pour l'instant exposées sont loin de répondre aux défis de l'heure. Les questions sociales, notamment celle du travail, les problèmes du financement, de l'impôt, du crédit sont incontournables, et il y en a bien d'autres.

Si l'on veut contrer l'influence du FN, à notre place d'organisation syndicale, il faut mettre la question du travail au centre de notre réflexion, valoriser notre bataille pour un nouveau statut du travail dont la sécurité sociale professionnelle.

Il faut développer nos capacités d'action collective dans le contexte d'aujourd'hui.

Le recul du niveau de vie, l'austérité sans fin, la déconstruction des systèmes sociaux sont présentés comme les seules perspectives crédibles, suscitant un peu partout réactions, révoltes, résistance. Nous entrons dans une nouvelle période. Les enjeux sociaux et les enjeux démocratiques sont de plus en plus fortement imbriqués. On avancera ou on reculera sur les deux terrains. Le choix est entre recul social et autoritarisme d'un côté ou progrès et démocratie de l'autre.

Si le syndicalisme apparaît comme le « dernier rempart » face aux mises en causes, aux reculs sociaux, il apparaît aussi comme l'une des principales forces pour faire barrage aux mises en cause de la démocratie. La CGT a toujours tenu sa place sur ce terrain. Elle ne se dérobera pas.

Je ne doute pas que nous avons trouvé aujourd'hui, les uns et les autres, beaucoup de matière pour nos activités respectives, et ce grâce à l'Institut d'Histoire sociale.

